



**COMPTE RENDU
CONSEIL MUNICIPAL
18 OCTOBRE 2021**

L'an deux mil vingt et un, le 18 octobre, à vingt heures, le conseil municipal légalement convoqué par M. Jérôme BÉGASSE, Maire, s'est réuni salle des Halles, en séance publique.

22 présents : M. Jérôme BÉGASSE, M. Frédéric SALAUN, Mme Cécile BREGEON, M. Yves LE ROUX, M. Vincent BONNISSEAU, M. Florent BASLÉ, Mme Catherine LEBON, Mme Jacqueline LE QUÉRÉ, M. Pierre AVENET, Mme Pascale MACOURS, M. William POMMIER, Mme Florence STABLO, M. Jean-Michel GUÉNIOT, Mme Katell SEVIN-RENAULT, Mme Séverine BUFFERAND, Mme Morgane JÉZÉGOU, Mme Maëlle EVARD, M. Samuel TRAVERS, M. Grégory FONTENEAU, Mme Christine HEYRAUD, Mme Laura ESNAULT, M. Sylvain NEVEU formant la majorité des membres en exercice.

5 excusés :

Mme Laetitia COUR ayant donné pouvoir à Mme Cécile BREGEON
M. Franck JOURDAN ayant donné pouvoir à M. Frédéric SALAUN
M. Guillaume HUBERT ayant donné pouvoir à M. Jérôme BÉGASSE
Mme Fabienne MONTEBAULT ayant donné pouvoir à M. Grégory FONTENEAU
Mme Cécile MARCHAND.

Le compte rendu de la séance du conseil municipal du 13 septembre 2021 est adopté à l'unanimité.

Mme Morgane JÉZÉGOU est désignée secrétaire de séance.

Accueil du Conseil Municipal Enfants (CME).

M. le Maire rappelle au conseil municipal que les élections au conseil municipal enfants se sont déroulées le samedi 16 octobre.

Il accueille les enfants du conseil municipal élus en 2019 en les remerciant pour leur implication pendant ce mandat perturbé par la crise sanitaire.

Puis il accueille les enfants élus pour siéger au conseil municipal enfants 2021 – 2023.

Plan Climat Air Energie (PCAET) de Liffré-Cormier Communauté.

M. le Maire accueille M. Philippe ROCHER, 5^e Vice-Président de Liffré-Cormier Communauté, en charge de l'environnement, du PCAET et du Plan alimentaire territorial et Mme Nolwenn GENUIT, chargée de mission « accompagnement des transitions ».

Le conseil municipal prend connaissance :

- du contexte global
- de la notion de PCAET
- du diagnostic territorial
- des 3 axes de la stratégie territoriale
- des fiches actions
- de la place des communes dans la mise en œuvre de la stratégie.

2021_10_18_01

Nomenclature : 1.1

Avenant au marché de travaux du parc de la Chaîne

Rapporteur : M. Yves LE ROUX

M. Yves LE ROUX, rapporteur, rappelle la délibération n° 2020-11-02-01 portant attribution du marché de travaux d'aménagement du parc de la Chaîne.

Il précise que deux articles du CCAP se contredisent sur le calcul des révisions.

En conséquence, il propose de supprimer l'article 3.3.2 et de maintenir l'article 3.3.4 confirmant que les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économique du mois de signature (mois zéro) de l'acte d'engagement par le titulaire et non le mois précédent la date de remise des prix. Chaque situation doit faire l'objet de révisions.

Le conseil municipal après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- **accepte les termes de l'avenant définissant le « mois zéro » pour la révision des situations du marché du parc de la Chaîne**
- **donne tous pouvoirs à M. le Maire pour l'avenant pour chaque lot.**

2021_10_18_02

Nomenclature : 2.1.4

La Bellangerie – Modifications du cahier des charges de cession des terrains et du cahier des charges des prescriptions architecturales, urbaines et paysagères de la tranche 3 de la ZAC

Rapporteur : M. Yves LE ROUX

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L311-6, D311-11-1 et D311-11-2 du code de l'urbanisme,
Vu la délibération n°2019-09-06 du 19 septembre 2019 d'attribution de la concession d'aménagement de la tranche 3 de la ZAC de la Bellangerie,

Vu la délibération n°2020-09-22 du 21 septembre 2020 d'approbation du dossier de réalisation modifié n°1 de la ZAC de la Bellangerie,

Vu la délibération n°2020-12-03 du 7 décembre 2020 validant le cahier des prescriptions et de recommandations architecturales, paysagères, urbanistiques et environnementales du secteur 1 de la tranche 3,

Vu la délibération n°2020-11-9 du 2 novembre 2020 portant arrêt du projet de PLU,

Vu la délibération n°2021-07-08-01 du 8 juillet 2021 portant approbation de la révision générale du PLU,

Afin de préciser les règles d'urbanisme, pour éviter les interprétations subjectives,

Afin d'élargir les possibilités de constructions des volumes principaux et secondaires,

Afin de corriger une erreur matérielle de rédaction par rapport aux dispositions du règlement écrit du PLU,

Il est proposé les modifications suivantes au cahier des prescriptions et de recommandations architecturales, paysagères, urbanistiques et environnementales du secteur 1 de la tranche 3 :

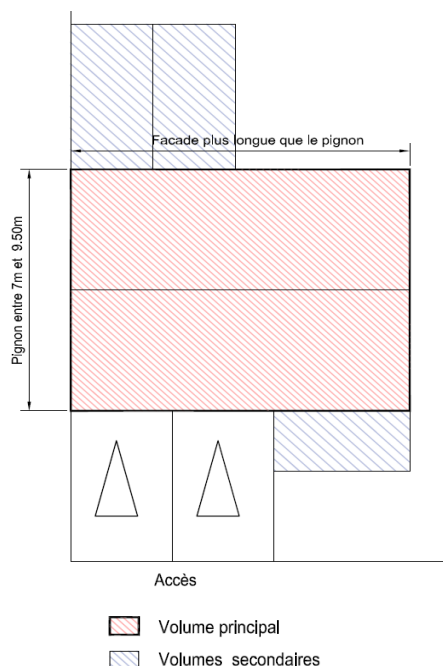
ASPECT DES CONSTRUCTIONS - MURS, FACADES ET TOITURES

Architecture traditionnelle

Les projets présenteront un volume principal respectant les caractères de l'architecture traditionnelle avec une largeur de pignon entre 7 et 9,5 mètres et une façade plus longue que le pignon pour avoir un volume rectangulaire.

Les volumes secondaires ne sont pas compris dans la largeur du pignon du volume principal.

Ajout du croquis ci-contre :



La toiture du volume principal sera en ardoises naturelles et comportera deux pans avec un angle comprise entre 40° et 45°. Le sens de faitage sera parallèle à la voie principale. Les croupes sont interdites.

Les volumes secondaires d'un niveau pourront être traités :

- en toit plat
- en mono-pente
- en double-pente.

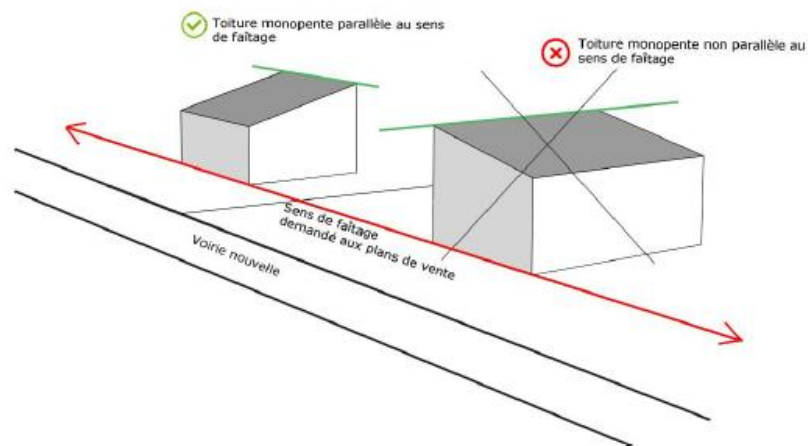
Les volumes secondaires à double pente seront perpendiculaires au volume principal. Chaque volume secondaire n'excédera pas 30 % de l'emprise au sol du volume principal.

Les différences d'enduits ou différences de revêtements de façades doivent correspondre à des volumes en creux ou en saillie ou pour mettre en valeur des volumes secondaires. Des teintes plus vives pourront être autorisées de manière ponctuelle pour souligner un élément architectural.

Architecture contemporaine

Le volume d'étage pourra être traité :

- en toiture-terrasse avec acrotères
- en mono-pente parallèle au sens de faîtage avec une pente supérieure ou égale à 6°, tel qu'indiqué au croquis ci-dessous :



- en double pente avec une pente supérieure ou égale à 21° avec rive aluminium teinté foncé.

Les volumes secondaires auront un seul niveau et seront traités en toiture terrasse avec acrotère ou en mono-pente avec un degré de pente identique au volume d'étage.

AMENAGEMENT DES ABORDS – TRAITEMENT DES LIMITES SEPARATIVES

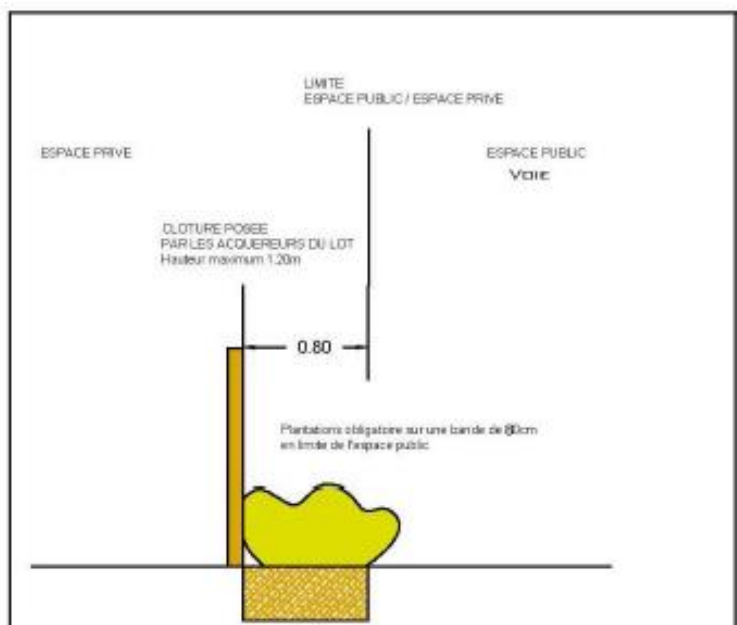
Les travaux réalisés par l'aménageur

Le long de l'axe structurant, une clôture en grillage treillis soudés de teinte grise RAL 7030 d'une hauteur d'1,20m sera implantée à 0,80m de la limite de rue. Des plantations seront prévues sur cette largeur accompagnant la clôture.

Prescriptions pour les acquéreurs

En limite d'espace public

- elles devront obligatoirement être accompagnées de végétaux
- elles devront être implantées avec un recul de 80 cm-par rapport à la voie
- en façade : la hauteur de la clôture ne pourra pas dépasser 1,20 m
- sur les autres limites (latérales) : la hauteur de la clôture ne pourra pas dépasser.60 m



PRESCRIPTIONS ET RECOMMANDATIONS ENVIRONNEMENTALES – PRESCRIPTIONS CONCERNANT LA RECUPERATION DES EAUX DE PLUIE

La récupération de l'eau de pluie par les gouttières du toit, stockage dans une citerne, pompage et filtration puis alimentation d'un réseau d'eau non potable : arrosage, chasses d'eau, lavage linge et vaisselle, douche, outillage industriel, etc.

Obligation : Il faut prévoir à minima une cuve de récupération des eaux de pluie en aérien.

Avantages :

- très importantes économies d'eau potable
- écrêtement des eaux de pluie
- économie d'argent (amortissement 2 à 10 ans selon consommation et configuration).

Par ailleurs, afin d'éviter de notifier des demandes de pièces manquantes aux pétitionnaires dans le cadre de l'instruction de leurs demandes de permis de construire, il est proposé d'intégrer dans le contenu du cahier des charges de cession des terrains les informations relatives au nombre de m² constructibles sur la parcelle figurant à ce jour dans une annexe au cahier des charges. Or, cette annexe est fréquemment oubliée par les pétitionnaires.

Vu le cahier des prescriptions et de recommandations architecturales, paysagères, urbanistiques et environnementales du secteur 1 de la tranche 3 de la ZAC en annexe,

Vu le cahier des charges de cession de terrains en annexe,

Le conseil municipal, après avoir délibéré, à l'unanimité :

- **décide de modifier les règles du cahier des prescriptions et de recommandations architecturales paysagères, urbanistiques et environnementales du secteur 1 de la tranche 3 de la ZAC telles que présentées ci-dessus**
- **décide de modifier le modèle de cahier des charges de cession de terrains tel qu'expliqué ci-dessus**
- **autorise M. le Maire ou son représentant à signer tout document correspondant.**

2021_10_18_03

Nomenclature : 7.1

Subvention supplémentaire au budget de l'Espace Bel Air

Rapporteur : M. Frédéric SALAÛN

M. Frédéric SALAÛN, rapporteur, rappelle la délibération n° 2021_03_22_06 votant une subvention de 132 000 € pour le fonctionnement et l'équilibre du budget de l'Espace Bel Air.

Il précise que la pompe à chaleur de ce bâtiment ne fonctionne plus et qu'il convient de la réparer dans les meilleurs délais. Le montant de cette dépense s'élève à 27 046 € HT.

M. Frédéric SALAÛN propose la prévision d'une subvention de 27 000 € au profit du budget de l'Espace Bel Air. Il précise que cette subvention ne devra être versée que si la trésorerie de ce budget le nécessite. Elle pourra également être versée partiellement.

Le conseil municipal après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- **accepte l'attribution d'une subvention complémentaire au profit de l'Espace Bel Air de 27 000 € dans les conditions fixées ci-dessus.**

2021_10_18_04

Nomenclature : 7.10

Modification des tarifs de la salle du Parc et adoption du règlement de location

Rapporteur : M. Florent BASLÉ

M. Florent BASLÉ rappelle la délibération 2021_01_06 adoptée en janvier 2021, fixant les tarifs de location de la salle du Parc.

Il note que certains points de la délibération doivent être précisés :

- la fixation de tarifs pour les week-ends avec jours fériés
- l'adoption du règlement de location.

M. Florent BASLÉ donne lecture des propositions de tarifs de location :

		Jour de semaine (du lundi au jeudi, hors jours fériés)	Vendredi ¹ (hors jours fériés)	Week-end ²⁻⁶ et jours fériés ³	Vendredi + samedi + dimanche ou samedi + dimanche + lundi
Commune	Particuliers et entreprises	180 €	180 €	350 €	530 €
	Associations et scolaires	Gratuit	180 € ⁵	350 € ⁵	530 €
	Restitutions / spectacle annuel	1 gratuité			
Hors commune		360 €	360 €	700 €	1 060 €
Caution ménage ⁴		250 €			
Caution dégradations		1 000 €			

Réservation 1 an à l'avance maximum

¹ : état des lieux d'entrée le vendredi après-midi, état des lieux de sortie le samedi matin, 9h00, ménage fait par le locataire

² : état des lieux d'entrée le samedi matin, état des lieux de sortie le lundi matin, ménage fait par le locataire

³ : état des lieux d'entrée la veille du jour férié ; état des lieux de sortie le lendemain matin du jour férié, ménage fait par le locataire

⁴ : restituée si le ménage est fait correctement

⁵ : gratuité si 1^{re} réservation annuelle ou disponibilité de la salle 2 mois avant l'événement

⁶ : en cas de mise à disposition de manière exceptionnelle de la salle le dimanche après-midi à certaines associations par la municipalité, la location "Week-end" prendrait alors fin le dimanche à midi et le montant de la location serait diminué de respectivement 50 € (commune) et 100 € (hors commune). Cette contrainte sera communiquée dès la réservation aux locataires potentiels.

Il est par ailleurs précisé que toute réservation ne sera effective qu'après signature du règlement de location de la salle et versement d'arrhes correspondant à 30 % du montant de la location.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- **adopte la grille de tarif et le règlement de location.**

2021_10_18_05

Nomenclature : 4.2

Recrutement d'agents recenseurs

Rapporteur : M. Vincent BONNISSEAU

M. Vincent BONNISSEAU informe le conseil municipal que la commune de Saint-Aubin-du-Cormier fera l'objet du recensement de la population du 21 janvier au 20 février 2022. A ce titre, il y a lieu de procéder à la création des postes d'agents recenseurs pour la campagne 2022 et de déterminer leur rémunération, sachant que la commune percevra une dotation de 6 216,00 €.

M. Vincent BONNISSEAU indique que Mme Céline VIEL a été désignée coordonnatrice communale du recensement 2022. Compte-tenu de l'étendue du territoire de la commune et de la densité de la population, la commune comporte 9 districts. M. Vincent BONNISSEAU propose donc de créer 7 postes.

Le conseil municipal après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- valide la création de 7 postes d'agents recenseurs pour le recensement 2022
- donne pouvoir à M. le Maire pour signer les arrêtés de nomination des 7 agents recenseurs et tout document nécessaire à leur recrutement
- fixe la rémunération forfaitaire de chaque agent recenseur à hauteur :
 - d'un montant forfaitaire de 360,00 € brut comprenant la formation, la tournée de reconnaissance et les éventuels frais de carburant.
 - 0,85 € par feuille de logement
 - 0,42 € par bulletin individuel
 - 0,85 € par collectif

2021_10_18_06

Nomenclature : 4.5

Personnel municipal - octroi d'une prime de fin d'année

Rapporteur : M. Vincent BONNISSEAU

M. Vincent BONNISSEAU rappelle au conseil municipal que les avantages collectivement acquis ayant le caractère de complément de rémunération mis en place avant l'entrée en vigueur de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 pourront toujours être versés. A ce titre, la prime de fin d'année instaurée pour les agents de Saint-Aubin-du-Cormier avant 1984 peut être maintenue. Il fait savoir au conseil municipal qu'il est attribué une prime de fin d'année au personnel communal. Son montant en 2019 était de 328,36 € pour un temps complet. Cette somme est versée directement par la commune au prorata du temps de travail. Il sera appliqué une réduction prorata-temporis pour tout congé maladie supérieur à 3 mois au cours de l'année civile. La prime sera également versée aux agents non titulaires au prorata du temps de travail dès le premier jour d'intervention pour tout remplacement et/ou contrat d'une durée cumulée de 6 mois, y compris pour les agents ayant quitté la collectivité au cours de l'année. Il est proposé de reconduire le principe d'indexation de l'évolution du montant de la prime sur l'évolution du point d'indice de référence de la fonction publique. Le taux d'indice des fonctionnaires étant gelé depuis le 1^{er} février 2017, il est proposé d'attribuer la même somme, à savoir 328,36 € par agent à temps complet, titulaires et non titulaires, proratisée au temps de travail.

Le conseil municipal après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- fixe le montant de la prime annuelle à 328,36 € par agent à temps complet, titulaires et non titulaires, proratisé au temps de travail
- autorise M. le Maire à signer tout document afférant à ce dossier.

2021_10_18_07

Nomenclature : 7.2.1

Approbation du rapport de la CLECT

Rapporteur : M. le Maire

Vu le Code Général des Impôts, et plus particulièrement l'article 1609 nonies C ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et particulièrement le premier alinéa du II de l'article L. 5211-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 juin 2021 portant modification des statuts de Liffré-Cormier Communauté ;

Il est exposé ce qui suit :

Conformément aux dispositions du 1bis du V de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, « *le montant de l'attribution de compensation et les conditions de sa révision peuvent être fixés librement par délibérations concordantes du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et des conseils municipaux des communes membres intéressées, en tenant compte du rapport de la commission locale d'évaluation des transferts de charges* ».

La CLECT du 15 septembre 2021 a eu pour objet les points suivants :

- les communes qui appartenaient antérieurement à la Com'Onze avaient transféré la compétence relative à la gestion des ALSH à l'EPCI.
- Lors de la fusion et en vue d'harmoniser les compétences, il a été adopté une voie médiane prévoyant la gestion par LCC des ALSH pendant les vacances scolaires, les communes restant compétentes pour la gestion de l'accueil le mercredi. Cette compétence communautaire est effective depuis le 1^{er} septembre 2020.

Les conclusions de cette réunion sont retracées dans un rapport, transmis en annexe à la présente délibération et diffusé auprès des communes pour approbation par délibération des conseils municipaux des communes membres concernées.

A noter deux traits saillants avec deux communes dont l'impact sur AC sera lissé, les villes de Liffré et Chasné-sur-Illet :

- variation AC de Liffré au titre de l'ALSH pendant les vacances :

	2021	2022	2023	2024	2025
Variation AC au titre de l'ALSH	122 768.24	121 381.84	119 995.44	118 609.04	117 222.64
AC définitive	2 015 615.60	2 014 229.20	2 012 842.8	2 011 454.4	2 010 070

- pour la commune de Chasné, il est donc proposé un impact sur AC prospectif sur trois années basé sur des charges et recettes dans des communes comparables et notamment Mézières-sur-Couesnon :

	2021	2022	2023
Dépenses	53 290	64 145	75 000
Recettes	21049.21	25 330	29 617
Variation AC au titre des ALSH	32 240.79	38 815	45 683
AC définitive	19 058.88	12 484.67	5 616.67

Suivant les conclusions de ce rapport, les attributions de compensations pour l'année 2021 suite à l'approbation du rapport de CLECT sont les suivantes :

	AC 2021 révisées suite à la CLECT du 23/03/2021	AC révisées suite au transfert ALSH et EJ
La Bouëxière	325 189,43 €	241 888,70 €
Chasné-sur-Illet	93 826,78 €	19 058,88 €
Dourdain	42 870,90 €	42 870,90 €
Ercé-près-Liffré	78 072,17 €	9 338,54 €
Gosné	88 727,10 €	88 727,10 €
Mézières-sur-Couesnon	57 096,34 €	57 096,34 €
Livré-sur-Changeon	18 383,42 €	18 383,42 €
Liffré	2 217 179,47 €	2 015 615,60 €
Saint-Aubin-du-Cormier	408 330,25 €	408 330,25 €
TOTAL	3 336 583,59 €	2 901 309,73 €

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents, le conseil municipal :

- valide les conclusions de la CLECT et la révision des attributions de compensations telle que présentée ci-dessus.

Divers

M. le Maire fait part des questions formulées par le groupe Ensemble Agissons pour Demain :

1 - Pouvons-nous avoir des précisions sur l'emprise projetée de la future salle de danse afin de pouvoir visualiser l'emprise envisagée sur la réserve foncière proche de l'école ?

M. le Maire présente au conseil municipal un plan possible d'implantation de la salle de danse sur le site de La Jouserie. Il précise au conseil municipal qu'à ce jour, aucune décision n'a encore été adoptée quant au choix de localisation de la salle.

2 - Pouvons-nous avoir connaissance des travaux envisagés rue du Bourg au Loup ? Comment seront traitées les connexions avec le chemin de la Bellangerie et la rue de la Vitré ? Quelle est l'entreprise qui sera en charge des travaux et pour quel montant ?

M. le Maire rappelle au conseil municipal qu'une réunion avec les riverains a été organisée sur site. L'aménagement et la suppression du terre-plein central va permettre l'installation d'une piste cyclable de part et d'autre de la chaussée tout en maintenant les trottoirs et la zone paysagère côté Nord.

Dans un second temps, il pourra être installé des zones « chicanes » afin de réduire la vitesse et améliorer la sécurité.

Le périmètre des travaux va du chemin de la Bellangerie jusqu'à la route des Baieries. Des aménagements futurs compléteront les traversées de la route de Vitré. Les travaux sont confiés à la société Pigeon avec une enveloppe budgétaire de moins de 50 000 €.

Décisions

Déclarations d'Intention d'Aliéner (DIA) : M. le Maire informe le conseil municipal qu'il a renoncé à l'aliénation des parcelles suivantes :

Propriétaire vendeur	Situation du bien	Superficie	Décision
SARL LOTI OUEST	La Bellangerie Section AK n° 36	390 m ²	2021-81
SARL LOTI OUEST	La Bellangerie Section AK n° 20	365 m ²	2021-82
GASNIER PROMOTION	7 rue Montagne La Forêt Section AE n° 371	246 m ²	2021-83
M. Jean-François DESILLES Mme Soizick COLLET	19 place Veillard et 10 rue Édouard Pontallié Section AB n° 223 - Section AB n° 224	212 m ² 51 m ²	2021-84
GASNIER PROMOTION	4 rue Simone Veil Section AE 377	306 m ²	2021-85
Consorts LEVREL	Rue des Rochers Section AD n° 275	520 m ²	2021-86
GASNIER PROMOTION	La Bellangerie Section AE n° 382	342 m ²	2021-87
SARL LOTI OUEST	La Bellangerie Section AK n° 49	464 m ²	2021-88
SHEET ANCHOR GAMMA	Rue d'Armorique Section AI n° 170 et 171	3 369 m ²	2021-89
Liffré-Cormier Communauté	Le Grand Champ Section AI n° 153, 168 et 173	2 432 m ²	2021-90

Tous les sujets ayant été traités, M. le Maire lève la séance à 22h10.